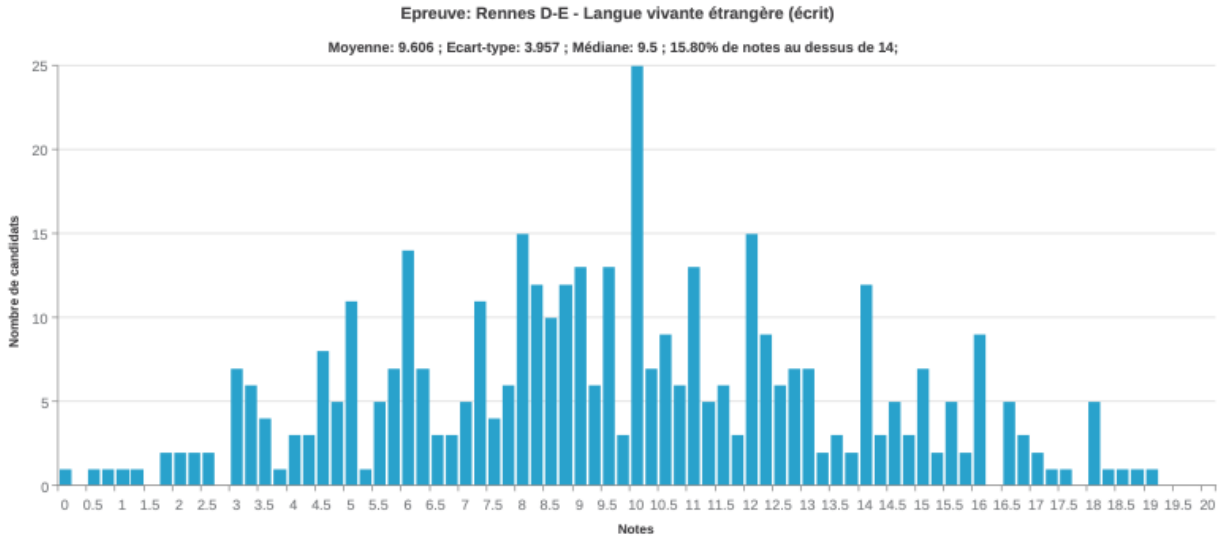
Concours D-E 2026

Rapport de jury épreuve écrite d'anglais

I – Statistiques



II – Rapport

La session 2026 invitait les candidats à réfléchir à la capacité des États à réguler des flux transnationaux qui échappent à leur contrôle : l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans en Australie (version), le retard européen dans le financement et l'industrialisation de l'innovation (thème), la résurgence du trafic de cocaïne en Amérique latine sous l'effet des priorités américaines (expression écrite). Percevoir cette cohérence constituait un atout, notamment pour la seconde question d'expression écrite.

Version.
Les erreurs les plus fréquentes ont porté sur les groupes nominaux longs, dont l'ordre des mots et le vocabulaire ont souvent été mal restitués. Il convient de reconstruire le groupe à partir de son noyau, situé à droite en anglais, et de choisir un vocabulaire adapté au domaine : « major social media services » appelait *les principaux réseaux sociaux*, et non « services de médias sociaux majeurs » ; « design features », *des fonctionnalités conçues pour…*, et non des « caractéristiques de design » ; « age assurance technologies », *des technologies de vérification de l'âge*, « assurance » étant ici un faux ami ; « dark corners of the internet », *les recoins obscurs d'internet*, sans surtraduction en « dark web ». La justesse des chiffres a également fait défaut : « seven out of 10 of them » renvoie aux enfants qui utilisent les réseaux sociaux, et seul *sept sur dix d'entre eux* (ou *d'entre ceux-ci*) restituait l'information ; « sept sur dix » tout court étendait la proportion à l'ensemble des enfants de 10 à 15 ans. En version, un chiffre inexact est un contresens. Le jury appelle enfin à la vigilance sur le référent de « it » dans « The government says it will reduce » (l'interdiction, non le gouvernement), la nature verbale de « analyses » dans « which analyses online behaviour », la valeur non péjorative de « so-called », la distinction entre « must » et « should », les faux amis « breaches » (*manquements*), « reasonable steps » (*mesures raisonnables*) et « argued » (*ont fait valoir*), ainsi que sur les conventions typographiques françaises (*49,5 millions de dollars australiens*).

Thème.
Les difficultés ont été avant tout lexicales. Le langage imagé exigeait des équivalents idiomatiques plutôt que des calques : « tête pensante de l'innovation » pouvait être rendu par *the brains behind innovation* ou par une périphrase concessive (*for all its innovative brilliance*). « Industrialiser » a donné lieu à de nombreux calques : *to industrialise* désigne la transformation d'une économie et se prête mal à un complément comme « innovation » ; *to scale up* ou *to bring to market* étaient attendus. Le champ lexical du financement, présent à trois reprises, a souvent posé problème : *funding*, indénombrable, ne prend pas la marque du pluriel, et *finance* désigne le secteur ou la discipline. Ici, *funding* convenait aux trois occurrences (*to fund innovation more effectively*, *Europe's persistent lag in funding innovation*, *the funding ecosystem*). Les faux amis ont été nombreux : « retard » ne se traduit pas par *delay* mais par *lag* ou *gap* ; « globalement » par *overall*, et non *globally* ; « contre », dans une comparaison chiffrée, par *compared with*, jamais *against*. Sur le plan grammatical, on veillera à la traduction de « dès 2028 » (*from 2028*, et non *since*), aux participes en suspens (« Faced with…, it is difficult for Europe »), au possessif *its* pour l'Europe, à la préposition de *dependent on*, au double comparatif fautif (« more clearer »), au pronom *it* pour reprendre la Chine, à *Beijing*, et à la virgule comme séparateur des milliers (*2,000*).

Expression écrite.
La première question appelait une synthèse organisée, sans opinion personnelle ; la seconde, une argumentation nuancée nourrie d'exemples précis. Les confondre constituait le premier écueil.

Pour la **question 1**, le jury attendait une réponse hiérarchisée dégageant quatre ensembles de conditions : la réorientation des priorités américaines vers le fentanyl, jugé plus meurtrier, dans une continuité entre la première administration Trump et l'administration Biden ; la situation de l'Équateur, pays de transit et non de production, longtemps stable mais éloigné des États-Unis depuis la fermeture d'une base américaine en 2009 ; l'alliance transnationale des cartels mexicains, des guérillas colombiennes, des mafias européennes et des gangs locaux, qui a fait du pays une « cocaine superhighway » ; enfin des fragilités internes (pauvreté, corruption, forces armées dépassées). Le paradoxe central devait apparaître : un arbitrage sanitaire national a déplacé la violence vers les pays de transit. Étaient à éviter la paraphrase linéaire ou la juxtaposition de citations, l'ajout d'opinions personnelles et les contresens : faire de l'Équateur un pays producteur ou un « narco-État », ce que le texte récuse, imputer le changement de priorités à une seule administration, ou confondre fentanyl et cocaïne.

La **question 2** imposait de définir les termes : *prioritizing … over* suppose un arbitrage et non un choix exclusif ; l'approche sanitaire (prévention, soins, réduction des risques, décriminalisation de l'usage) s'oppose à *law enforcement*, qui désigne l'action policière, judiciaire et militaire, et non un « renforcement de la loi » ; *effective* exigeait de préciser les critères retenus (mortalité, violence, coût, droits fondamentaux) et l'échelle considérée. Le texte fournissait le contre-exemple le plus fécond : une priorité fondée sur un critère sanitaire a produit un désastre sécuritaire ailleurs. Une réflexion pouvait ainsi établir les mérites de l'approche sanitaire face à l'échec de la « guerre contre la drogue » (modèle portugais depuis 2001, réduction des risques), en montrer les limites face à la violence liée à l'offre (cas de l'Équateur, retour de l'Oregon à la pénalisation en 2024), puis plaider pour une approche intégrée associant soins, répression ciblée du crime organisé et coopération internationale. Les réponses binaires, l'oubli du texte, la confusion entre *legalisation* et *decriminalisation*, les exemples non analysés et le vocabulaire stigmatisant étaient à éviter, de même que les confusions entre *effective* et *efficient* ou entre *policy* et *politics*.

Le jury valorise les copies qui allient fidélité au texte source et aisance dans la langue d'arrivée, et rappelle que la relecture demeure la garante de la cohérence de l'expression.